

## L'avenir radieux

A l'époque de l'adoption du traité de Maastricht, la plupart des Partis politiques Grecs de la Droite jusqu'à y compris une certaine Gauche, criaient victoire et prévoyaient un avenir radieux pour l'Union Européenne (UE). Ils récidivaient avec Nice, Bologne, Lisbonne et la « Constitution » Européenne, se déclarant convaincus que l'UE allait évoluer vers une apothéose de démocratie et de bien-être pour ses Peuples. Pour ce qui concerne l'union monétaire, la « zone euro » serait une oasis feutrée et ses Membres seraient éternellement à l'abri des crises économiques. Marx, Engels et leurs théories tordues et vieillottes pourraient passer définitivement aux oubliettes ; désormais, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Soit. Voici ce que l'on constate quelque temps après :

- Le « miracle » Irlandais a été démythifié. Le Scandinave aussi d'ailleurs...
- La Grèce est au bord de la faillite
- Le Portugal suit la route Grecque ; il est déjà « dégradé » par la Standard & Poors
- L'Espagne compte 20% de chômeurs ; elle est aussi « dégradée » par la Standard & Poors
- Le chômage est en hausse partout
- Tous les Gouvernements de l'UE mettent en place (de concert, Libéraux et Socialistes confondus...) des mesures comprenant augmentation substantielle de l'âge de départ à la retraite, gel ou diminution nette des salaires et des retraites, diminution des dépenses publiques (spécialement celles relatives à l'Education et à la Santé), « libéralisation » des licenciements, dégradation des relations de travail, privatisations, baisse des impôts sur les profits, hausse des impôts indirects
- Le « mécanisme de sauvetage » ou « mécanisme de soutien », c.à.d. la « troïka » composée de la Commission Européenne (CE), de la Banque Centrale Européenne (BCE) et du Fonds Monétaire International (FMI), est déjà installé et actif en Hongrie, en Lettonie et en Roumanie (tous trois Pays de l'UE) avec des résultats bien palpables qui se résument ainsi :

Pays	Somme prêtée (milliards d'euros)	Mesures prises	Conséquences
Hongrie	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gel des salaires pour 2 ans</li> <li>• Disparition du 13ème salaire</li> <li>• Disparition de la 13ème retraite</li> <li>• Age de départ à la retraite augmenté de 3 ans</li> <li>• TVA à 18% pour les articles de première nécessité et augmentation à 25% du taux de 20% pour tout autre article</li> <li>• Diminution de 10% des allocations maladie et des pensions d'invalidité</li> <li>• 6% de hausse du prix des carburants, du tabac et de l'alcool</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 11% de chômage (taux officiel...)</li> <li>• Chute de 17% de la production industrielle et agricole</li> <li>• Chute de 5% des ventes au détail</li> <li>• Triplement du pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté</li> <li>• Moyenne des pensions de retraite à 230 euros</li> <li>• Chute de l'espérance de vie de la population ; la Hongrie se place désormais à la 80<sup>ème</sup> place dans le</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annulation des subventions aux collectivités locales</li> <li>• Triplement de l'échelle d'imposition des personnes physiques</li> <li>• Diminution de 5% des cotisations patronales au régime des retraites des Salariés</li> </ul>	<p>monde pour cet indicateur. Elle est la dernière parmi les membres de l'UE pour « le nombre d'années en bonne santé après l'âge de 50 ans »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 12.000 licenciements aux collectivités locales</li> </ul>
Lettonie	11	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution de 10% des retraites</li> <li>• Moyenne des pensions de retraite à 245 euros</li> <li>• Fermeture du 10% des Etablissements du Secondaire</li> <li>• Diminution jusqu'à 40% des salaires des Enseignants et du Personnel Hospitalier</li> <li>• Licenciement de milliers de Fonctionnaires et diminution de 20% du salaire de ceux qui n'ont pas été licenciés</li> <li>• Jusqu'à 50% de diminution des dépenses publiques pour la Santé</li> <li>• Abaissement du revenu exonéré d'impôts pour les Salariés</li> <li>• TVA à 18% pour les articles qui ne sont pas de luxe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaires diminués de 31% en moyenne ; dans certains cas la diminution a atteint 46%</li> <li>• Taux de chômage à 22,5%; il a augmenté de plus de 7 unités en l'espace d'une année</li> <li>• Plus de 26% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté</li> <li>• Le 51% des Retraités ne peut pratiquement survivre</li> <li>• Le PNB a chuté de 24%</li> <li>• De 121 Hôpitaux en 2006, le Pays n'avait que 59 en 2009 et n'en possédera plus que 24 en 2013</li> </ul>
Roumanie	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gel des prêts bancaires</li> <li>• Licenciement de 137.000 Fonctionnaires</li> <li>• Augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac et l'immobilier</li> <li>• Diminution importante des subventions sociales et services de l'Etat</li> <li>• Baisse de 25% des salaires dans le Public et de 15% des pensions de retraite et indemnisations chômage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le PNB a chuté de 7,1%</li> <li>• Milliers de faillites et chute généralisée du chiffre d'affaires</li> <li>• Environ 500.000 licenciements dans le secteur privé</li> <li>• Taux de chômage (officiel...) à 9%</li> <li>• Pauvreté infantine à 33%</li> <li>• Deux tiers de la population déclarent « ne pas pouvoir s'en sortir »</li> <li>• Le 50% de la population ne peut subvenir à ses besoins essentiels dans un Pays où le seuil de pauvreté a été fixé à 158 euros mensuels</li> </ul>

Ce même mécanisme à l'efficacité prouvée, a été appelé à « sauver » la Grèce, en lui prêtant environ 45 milliards d'euros dans un premier temps et de l'ordre de 70 milliards supplémentaires dans les deux années à venir (il s'agit bien sûr de prêt, avec un taux d'intérêt largement supérieur au taux interbancaire, c.à.d. d'un accroissement substantiel de l'endettement de l'Etat et en aucun cas d'aide gratuite). On peut imaginer l'enchaînement des mesures qui sont déjà ou seront par la suite prises et de leurs tragiques conséquences : emploi et relations de travail, éducation et santé, salaires, retraites et niveau de vie, tout ce qui a été bâti par le Peuple avec peine ou arraché avec des luttes, va être démoli.

Pour ne pas s'étendre de façon démesurée en parlant des coupes claires dans les salaires, de hausse de TVA (le taux bas, récemment augmenté à 9% grimpe encore pour passer à 11% et celui de 19% passe à 23%...), de diminution des dépenses Publiques pour la Santé (et de la nette augmentation des dépenses des particuliers qui atteignent déjà le 60% du total) et des dépenses Publiques pour l'Education, d'augmentation des impôts sur les Personnes Physiques et de la n<sup>ième</sup> diminution du taux d'imposition des bénéfices des Sociétés, on se contente d'un seul exemple, relatif au régime général des retraites :

- avant le « sauvetage », départ à la retraite après 35 ans de travail avec 70% du salaire moyen des 5 « meilleures » années (années à plus hauts revenus salariaux)
- après le « sauvetage », départ à la retraite après 40 ans de travail avec 48% du salaire moyen calculé sur toute la vie active (!)

Trois remarques :

- En Grèce, le salaire qui est pris en compte pour le calcul de la retraite est différent du salaire que touche un Salarié pendant qu'il est actif. Pour simplifier, ce dernier est formé (a) d'un salaire de base qui augmente avec l'ancienneté et (b) de primes, dans un rapport approximatif 65% / 35%. Le « salaire » qui est pris en compte pour le calcul de la retraite est seulement le salaire de base...
- Si les Salariés commettent l'erreur de vivre plus longtemps qu'escompté, ils seront pénalisés : il est prévu que l'âge de départ à la retraite sera repoussé de trois à quatre mois chaque fois que l'espérance de vie augmentera d'un an
- Vu l'évolution du Marché du Travail où précarité, emploi à temps partiel et chômage deviennent la règle, les 40 années de cotisation exigées pour une retraite « pleine » resteront de toute façon un rêve irréalisable pour l'écrasante majorité des Salariés

Bref, dans le domaine des retraites aussi, c'est un carnage ! Le révérend Malthus prend sa revanche...

Et dans le passé ? Comment ce Peuple qui est appelé aujourd'hui à saigner à blanc a-t-il vécu ? Voici ce qui s'est passé ces 10 dernières années : ceux qui produisent la richesse du Pays, c.à.d. ceux qui travaillent, ont déboursé environ 500 milliards d'euros pour servir la dette contractée par les Gouvernements issus des mêmes Partis politiques (Droite et Socialiste) qui s'alternent au pouvoir depuis la chute de la dictature des Colonels en été 1974 : 340 milliards ont été déboursés pour couvrir intérêts et amortissement des obligations qui avaient été émises pour des durées de 5 et de 10 ans et qui sont venues à échéance durant cette décennie, auxquels il faut ajouter les sommes déboursées pour servir des emprunts à plus court terme (6 mois ou 1 an) qui ont été contractés. 5.000.000 de Travailleurs avec un salaire moyen de -disons- 1.500 euros par mois (optimiste puisque 50% des Salariés touchent moins de 1090 euros), ont déboursé 50

milliards par an pendant les dix dernières années. En moyenne, chacun a gagné 21.000 euros par an (14 salaires et on compte large...) et déboursé 10.000 pour la dette ; une année sur deux il a donc travaillé pour les Prêteurs. Sur dix ans de travail, cinq ans pour les Banquiers et autres Rentiers ! Et cette même personne doit maintenant se serrer encore plus la ceinture ! Le Travailleur actif mais aussi le Retraité, ce dernier touchant d'ailleurs en moyenne la pension mirifique de 650 euros par mois !

Il faut être clair. Les Banques (Grecques, Françaises, Allemandes, Américaines,...) ainsi que les autres Investisseurs (Grecs et Internationaux) qui détiennent des créances Grecques ou des créances d'autres Pays (y compris de Pays « forts » comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni), ne sont pas des Hors-la-loi. Leur fonctionnement est parfaitement légal. Elles fonctionnent en parfaite symbiose avec le Système économique et politique dans lequel elles évoluent, Système qui les a engendrées et qu'elles ont d'ailleurs contribué à façonner et à consolider, par l'intermédiaire notamment de Maastricht et autres Traités, Accords et Lois du même type.

Pour ce qui concerne la Grèce, Pays d'environ 11 millions d'habitants avec un PNB de l'ordre de 237 milliards d'euros, le Système de ces Accords, Traités et Lois a forgé un cadre économique dont voici quelques traits caractéristiques :

- En l'espace de 12 ans, le PNB Grec a crû de 60% alors que le niveau de vie des Travailleurs a stagné (ceci avant les mesures récentes ; après l'accord avec la « troïka », il est prévu une chute libre de leur niveau de vie)
- 30.000 familles Grecques détiennent 50 milliards d'euros, déposés au « private banking » des Banques (il ne s'agit certainement pas d'Ouvriers, de Fonctionnaires, de petits Commerçants ou de petits Agriculteurs...). 40 milliards supplémentaires sont détenus par des Grecs vivant à l'Etranger
- Les profits des Sociétés cotées à la Bourse des valeurs d'Athènes ont été de 11,3 milliards en 2007, de 10 milliards en 2008 et de 11,8 milliards en 2009, année pendant laquelle le Pays a été frappé de plein fouet par la crise
- Une seule Banque Grecque a réalisé 6,3 milliards d'euros de bénéfices pendant les cinq dernières années
- Des Sociétés Grecques ont investi (avec l'aide de l'Etat...) pour plus de 20 milliards d'euros à l'Etranger ; plus de 16 milliards d'euros ont été dirigés vers des Pays Balkaniques, essentiellement la Bulgarie et les quasi-Protectorats créés par les bombardements des Alliés UE/OTAN et la dislocation de la Yougoslavie qui s'en est suivie ; il fait bon d'investir dans ces contrées, les salaires y sont très bas...
- Pendant la période 2004-2008 (Gouvernement de Droite), 3,5 milliards d'euros ont été gracieusement « offerts » aux Entreprises au titre d'impôts dus mais jamais encaissés par l'Etat ; en même temps, le taux d'imposition des bénéfices des Sociétés a chuté de 35% à 25% ; perte pour le budget de l'Etat : environ 5,5 milliards d'euros (pendant la période d'avant 2004, Gouvernement socialiste, ce même taux avait chuté de 45% à 35%). Une nouvelle diminution, de 25% à 20% est attendue incessamment (Gouvernement socialiste à nouveau...)
- Des études estiment à environ 10.000 le nombre des Sociétés « off-shore » d'intérêts Grecs et à 500 milliards d'euros leur chiffre d'affaires annuel global ; ces Sociétés échappent bien-évidemment à l'impôt ; leurs Propriétaires ne sont certainement pas des Ouvriers, des Fonctionnaires, des petits Commerçants ou des petits Agriculteurs
- Une partie (entre 6 et 6,5 milliards d'euros) des sommes qui sont annuellement encaissées par les Sociétés au titre de la TVA, n'est jamais restituée à l'Etat (qui ne la réclame d'ailleurs pas ...)

- Environ 5.000 Sociétés doivent approximativement 31 milliards d'euros à l'Etat à des titres divers
- Les cotisations Patronales dues (et jamais versées...) à la Caisse de Retraite des Salariés, atteignent 6,5 milliards d'euros. L'Etat lui-même doit à la Caisse des sommes considérables, s'élevant au bas mot à 10,5 milliards d'euros.
- Des fonds très importants, appartenant aux Caisses de Retraite, ont été carrément pillées (légalement...) au fil des ans. Par exemple, il fut un temps où les surplus des Caisses étaient obligatoirement déposés sans intérêt à la Banque Centrale pour « aider au développement du Pays », en fait pour subventionner les grosses Entreprises. Au contraire, chaque fois que les Caisses avaient besoin de liquidités, elles étaient obligatoirement dirigées vers le Marché libre, d'où elles empruntaient au taux fort. Il faut noter que les Conseils de Direction des Caisses sont chaque fois nommés par le Gouvernement en place. Depuis quelques années, d'un commun accord les Partis de Droite et Socialiste ont légiféré pour « permettre » aux Directions des Caisses à jouer leurs réserves de liquidité à la Bourse, avec des résultats catastrophiques (pour les Caisses bien-sûr...). Ils les ont même forcées à acheter des obligations « toxiques », c.à.d. à haut risque, avec bien-sûr pour résultat des grosses pertes. Depuis les années 1950, les avoirs des Caisses ainsi pillés se chiffrent à plus de 50 milliards d'euros, sans compter les intérêts ! Si seulement une partie en était restituée, le fameux « trou » du système disparaîtrait et les Salariés Grecs auraient sans aucun problème pu jouir de retraites substantielles, leur assurant un niveau de vie convenable. Au lieu de ceci, on rogne les retraites de 600 euros sous prétexte de « rendre le système viable » !..
- Le taux d'inflation annuelle, de 1% qu'il était en Avril 2009 est passé à 4,8% en Avril 2010. Ceci est dû à la hausse des impôts indirects (TVA et taxes spéciales sur carburants, alcool et tabac), la hausse des péages des autoroutes privatisées, des transports en général etc. L'impact du plan de « sauvetage » n'y est pas encore intégré
- Les Armateurs Grecs, c.à.d. les quelques familles qui possèdent le 20% de la flotte marchande mondiale (soit le 40,9% de la flotte marchande de l'UE) a acheté en 2009 (année de crise...) des navires d'occasion pour plus de 3,16 milliards d'euros ; il en a aussi commandé de neufs pour plus de 30 milliards d'euros. En même temps, la majorité des marins Grecs est au chômage ou a dû changer de métier ; des équipages originaires des Philippines, d'Indonésie et autres lieux exotiques sont enrôlés à la place, coûtant trois fois rien et travaillant sans Convention de Travail et sans Droits Syndicaux, aux galères des temps modernes.
- L'appareil productif du Pays a été en grande partie démantelé. D'importantes branches telle les chantiers navals ont été privatisées et conduites au marasme. L'électricité, les autoroutes, les télécommunications, les raffineries, les Banques, le transporteur aérien national ont été privatisés ; suivent la Poste, le Chemin de Fer et la distribution d'eau potable dans les grandes agglomérations. La Grèce, exportatrice de produits agricoles avant d'intégrer l'UE, en est maintenant largement déficitaire.
- A l'instar du Gouvernement Américain et des Gouvernements d'autres Pays de l'UE, le Gouvernement Grec (au Printemps 2009, Gouvernement de Droite) a mis à la disposition des Banques Grecques 28 milliards d'euros (12% du PNB !) ; ensuite, ces mêmes Banques prêtent à l'Etat à des taux usuriers. 15 milliards supplémentaires sont mis à la disposition des mêmes Banques par le Gouvernement (Printemps 2010, cette fois Gouvernement socialiste) et encore 10 milliards, pris sur le prêt « consenti » par la troïka, vont constituer une « caisse de protection » du Système Bancaire !
- Pour créer des « nouveaux » postes de travail, il faut commencer par faire le vide ; on a donc, dans le cadre de ce même accord avec la troïka, libéralisé le régime des licenciements en augmentant le pourcentage de ses Salariés qu'une Entreprise peut

mettre simultanément à la porte, tout en diminuant substantiellement la hauteur des indemnités correspondantes

- On ne compte plus les milliards qui sont continûment et gracieusement offerts par le Budget de l'Etat pour subventionner les investissements des Entreprises et pour les « aider » à embaucher (des jeunes à très bas salaire dont le Contribuable paiera les cotisations de Sécurité Sociale à la place des Patrons...)

Pour compléter la description du cadre Grec, il faut noter que durant ces quelques derniers mois, la propagande émanant de journaux, chaînes de TV et de radio, du Gouvernement, des Partis Politiques de droite, d'extrême droite et socialiste, de Journalistes, de Professeurs savants, d'Analystes, a atteint une ampleur et une intensité jamais vues depuis des décennies ; ces dernières semaines elle a même atteint une sorte de paroxysme. Il s'agit de convaincre à tout prix le Peuple que les mesures de « sauvetage » arrêtées sont une nécessité absolue, que leur acceptation est une question de vie ou de mort pour le Pays et qu'enfin, garder la tête baissée et l'échine pliée est un devoir patriotique ! Le Parti Communiste Grec qui s'y oppose, est presque ouvertement accusé de haute trahison...

Les mesures barbares sont officiellement imposées au Peuple Grec au nom de la « crise économique » et de « la nécessité d'en sortir au plus tôt ». Quelques remarques :

- Le « cas Grec » n'a rien d'exceptionnel : en 2009, dette publique 115,1% du PNB (Italie 115,8%) et déficit budgétaire dont l'estimation par la Commission Européenne a varié de 12% en Janvier 2010 jusqu'à 13,6% en Avril (Irlande 14,3%, Grande Bretagne 12,3%, Espagne 11,2%) ; voici quelques autres indicateurs :
  - chiffres relatifs à la dette totale 2009 (c.à.d. ce qu'ont emprunté Etat, Entreprises et Particuliers), en % du PNB: moyenne de la zone euro 175, Grèce 179 mais Italie 194, Portugal 197, Espagne 207, Belgique 219, Irlande 222 et Pays Bas 234
  - données relatives à la dette extérieure totale (c.à.d. ce qu'ont emprunté Etat, Entreprises et Particuliers à des Banques étrangères) en % du PNB : Espagne 80, Grèce 89,5 mais Portugal 130
- Le « pacte de sauvetage » ayant été conclu avec la troïka, un accroissement de la dette publique est attendu pendant les dix prochaines années suivant les estimations du FMI (149% du PNB est attendu en 2013) avant que celle-ci ne recule à 120% du PNB en 2020 ; le taux de chômage a officiellement dépassé 12% en Avril et risque d'atteindre 15% à la fin de cette année et jusqu'à 20% l'année prochaine (!)
- Le front de propagande attribue la Crise aux agissements de quelques « mauvais gestionnaires », à un Ministre « incompetent » ou même « corrompu » ou à quelques mauvais Banquiers (de préférence des Etrangers, pas des autochtones, les « nôtres » sont vertueux...) « avides de profits » ; « on » va même jusqu'à admettre qu'un Gouvernement aurait pu être « incapable » (par le passé ; l'actuel est bien sûr parfait). Au passage « on » n'hésite pas à sacrifier un bouc émissaire, même haut placé. Bref, « on » est disposé à faire toutes sortes de pirouettes, pourvu que le Système qui écrase le prix du Travail, favorise la production anarchique, défie l'augmentation du Profit et donc –inévitavelmente– engendre des Crises, ne soit pas mis en cause !
- « On » évite soigneusement d'expliquer pourquoi ceux qui ont été obligés de se serrer la ceinture avant la crise pour « aider au développement économique du Pays », « sortir l'Economie du tunnel », « augmenter la productivité », « converger avec les économies des autres Pays de l'UE » « satisfaire aux critères d'admission à la zone euro » etc., doivent payer aussi pour « sortir de la crise », au déclenchement de laquelle ils n'ont nullement contribué

Par l'intermédiaire de l'accord avec la troïka il s'effectue en fait un transfert de richesses massif, forcé et brutal du Peuple vers l'Oligarchie locale mais aussi internationale, directement ou après un passage par les caisses de l'Etat. Ce transfert est estimé à 45 milliards d'euros pour les 3 premières années (2010-2012) de la présence de la troïka en Grèce. Mis à part les transferts directs de fonds, le but principal du Système mis en place par l'Oligarchie (locale mais aussi internationale) et ses émanations diverses (troïka, Gouvernement, Partis de Droite, d'extrême Droite et Socialiste), est de baisser considérablement le prix du Travail et d'en modifier structurellement le Marché (précarité, flexibilité, travail à temps partiel, facilité de licenciement, abaissement de l'indemnisation pour licenciement) dans l'optique d'un accroissement à outrance de la compétitivité. Les retraites doivent également être écrasées dans le double but (a) d'alléger jusqu'à annulation les charges Patronales et (b) de réduire les fonds que le Budget verse aux Caisses de Retraite et disposer ainsi de moyens supplémentaires pour « aider » de façon encore plus substantielle les Entreprises.

Les mesures prises (qui ne sont pas du tout provisoires comme le front de propagande le prétend, au contraire, elles sont venues pour rester...) ressemblent beaucoup plus à la contribution Grecque à la « stratégie Europe 2020 » qu'à un effort pour « sortir de la crise ». Cette politique n'est pas exclusivement Grecque, loin s'en faut. Les mesures appliquées rappellent étrangement celles qui étaient préconisées par la CE il y a plus de 10 ans lesquelles, pour des raisons diverses, n'avaient pu être mises en place à l'époque ; par exemple, la Directive Européenne 59/98 du 1<sup>er</sup> Septembre 1998 donnait déjà le ton pour légaliser les licenciements massifs. Les changements structurels du Marché du Travail étaient déjà demandés par Jacques Delors, demande réitérée par Jacques Santer, son successeur à la présidence de la CE, lors de la réunion de Davos en 1995. Pratiquement tout ce qui se passe aujourd'hui avait déjà été conçu dans l'optique de Lisbonne pour « l'économie Européenne la plus compétitive en 2010 », longtemps avant que tout soupçon de crise n'apparaisse. Le but n'a pu être atteint à temps ; il a donc été réaffirmé avec pour horizon l'année 2020 et les différents Etats Européens, dans le cadre de l'« Europe 2020 ; une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive », prennent des mesures pour que chacun puisse mieux placer ses Oligarques dans la course internationale (mais aussi intra-UE...) à la compétitivité.

Au nom de la « Stratégie Europe 2020 » ou de la « sortie de la crise », de la « résorption de la dette », de la « réduction du déficit », du « redressement économique », de la « défense de l'euro » et même de la « défense de la Patrie » -les prétextes ne manqueront pas- tous les Peuples d'Europe sans exception, se verront imposer des sacrifices sans fin. Aucun secteur d'activité ne sera à l'abri, aucun acquis social ne sera épargné. En fait, il serait beaucoup plus franc et efficace d'adopter, au lieu de toutes ces mesures, une loi unique rétablissant l'esclavage ; le but « Europe, économie la plus compétitive en 2020 » n'en serait que plus facilement atteint.

Nicos Catsaros, Athènes, Mai 2010

N.B. : Les chiffres cités sont dans leur grande majorité tirés d'articles publiés ces derniers mois dans le quotidien Grec « Rizospastis ». Ceux relatifs à la dette publique apparaissent au Communiqué de presse « euroindicateurs » no 55/2010 d'EUROSTAT du 22 Avril 2010. Ceux relatifs à la dette totale et à la dette extérieure totale, ont été tirés d'un article de G. Delastic publié au quotidien Grec « Ethnos » du 11 Février 2010.